

mediapart.fr

Ce que les Kanak nous apprennent pour résoudre les conflits

Par Antoine Perraud

Entre mai 2014 (c'est passé) et décembre 2018 (c'est bientôt), les habitants de la Nouvelle-Calédonie doivent déterminer leur futur statut. Cela est prévu par l'accord de Nouméa, signé en mai 1998 (Lionel Jospin étant premier ministre), suite aux accords de Matignon signés en juin 1988 (Michel Rocard étant premier ministre).

Les anti-indépendantistes jouent la montre : ils tablent sur la défaite de la gauche en 2017. Quant aux socialistes français, tétanisés par le conflit et fuyant toute pomme de discorde, ils retardent l'échéance. La « consultation sur l'accession à la souveraineté » aura-t-elle lieu ? Dans quelles conditions ?

Il est grand temps de sortir la Kanaky de notre angle mort. Après avoir consacré un article à un ouvrage fondamental, [Les Sanglots de l'aigle pêcheur](#) (Éd. Anacharsis), Mediapart a rencontré l'ethnologue Alban Bensa et Apégu Joseph Goromido, maire de Koné – dans la province Nord, riche du plus grand gisement de nickel de la planète. S'y est implantée [l'usine du Nord](#), propriété à 51 % de la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), désormais aux mains kanak. Pour les 49 % restants, il faut compter avec la multinationale anglo-suisse Glencore, régulièrement dénoncée par des ONG helvètes pour ses méthodes à l'emporte-pièce en Afrique...

Membre du parti indépendantiste Palika (parti de libération kanak), composante du FLNKS, Joseph Goromido, né en 1959, impressionne d'emblée par son calme cosmique : jusqu'où le mène sa fermeté toute de douceur apparente ?...

En 2009, Joseph Goromido lut un discours étonnant écrit de sa main. C'était lors d'une cérémonie organisée dans la province Nord, à la mémoire de deux enfants du pays impliqués dans la guerre de 1917 (la révolte kanak suite au recrutement forcé mené par la métropole : voir notre article [« Le cri de la Kanaky »](#)).

Cet homme de tous les combats indépendantistes déclarait ceci : *« Est-ce que nous manquons de respect envers ceux qui sont morts sur les champs de bataille en Europe ? Non. Nous leur rendons aussi hommage car ce sont aussi des hommes exemplaires, d'un grand courage, qui ont fait don de leur vie pour la liberté, la dignité de la nation contre l'expansion de la colonisation allemande. Ce sont des hommes de toutes ethnies (Kanak, Européens, Indonésiens, Tahitiens et Wallisiens). »*

C'est à propos de ces paroles publiques, ultra-conciliantes, que l'entretien a commencé.

Jusqu'où êtes-vous prêt à aller pour obtenir une indépendance d'égal à égal mais dans des retrouvailles communes ?

Joseph Goromido. Les compromis succèdent toujours à la guerre, le principal étant que chacun retrouve son âme. Et notre âme, c'est la civilisation : une culture de la parole et du consensus. Quand il y a une contradiction, nous entrons dans une case et nous essayons de trouver, ensemble, la solution. Celui qui n'est toujours pas d'accord finit quand même par accepter la position générale, tout en gardant ses vues, son identité...

Une telle démarche a été mise en œuvre par les accords de Nouméa. La Nouvelle-Calédonie vit depuis dans un tel contexte, qui reprend la méthode océanienne de résolution des conflits. Par les mots. C'est ce que nous voulons démontrer à l'Hexagone comme au monde entier. Nous sommes certes de gauche – le S de FLNKS veut dire socialiste –, mais être de gauche ne veut pas dire être cantonné à gauche. C'est être ouvert

aux autres expériences et aux expériences des autres, pour faire revivre le partage des richesses dans la concertation de toutes les forces politiques. La gauche française serait peut-être bien inspirée de s'enrichir des expériences de la conscience kanak...

Voilà une démarche d'avenir. Doit-elle pour autant oblitérer une analyse conflictuelle du passé, en particulier une vision critique radicale de 1914-1918 ?

J. G. Il est vrai que les volontaires kanak ont été entraînés, injustement, dans les conditions inhumaines des tranchées. Cependant, ces morts sont nos morts, issus de nos familles et de nos clans. Ils partageaient nos valeurs de dignité humaine lorsqu'ils sont partis pour combattre. Même s'ils ont été forcés, il faut leur rendre hommage.

N'est-ce pas ce qui sépare le monde mélanésien de l'europpéen : ici, nous sommes prêts à critiquer les morts, tandis que là-bas, vous reliez coûte que coûte les trépassés aux vivants ?

J. G. Il y a toujours une part de contradiction dans notre discours, chez nous, en milieu océanien et mélanésien. Les mots ont une acception large, sans être orientés dans un seul sens, donc cartésiens. Notre logique est dialectique et en mouvement. Même si nous sommes contre la guerre à laquelle participèrent nos morts, nous devons respecter leur mémoire. Ce sont des morts de la famille, de la grande case. La logique océanienne consiste à toujours ramener tout le monde dans la case. Nous sommes aux antipodes du règlement par la force, la sanction, la prison. Nous préférons l'éducation : convaincre, avec patience, les êtres égarés de revenir parmi nous.

En tant que maire de Koné, intervenez-vous pour sermonner les délinquants ?

J. G. Bien sûr. Dans le cadre de la coutume, des démarches ont lieu avant toute sanction. Je suis un ressortissant coutumier qui travaille avec les autorités coutumières. Quand les gendarmes sont saisis d'un cas de délinquance, ils sont au courant de ces discussions et les peines sont appliquées en tenant compte d'un contexte kanak.

Arrive-t-il que les lois coutumières se montrent plus rudes que celles de la République ?

J. G. Oui, il y a les traditions qui persistent, avec des éléments positifs mais aussi négatifs. Le travail consiste aujourd'hui à accompagner la modernité avec nos valeurs positives, en laissant de côté tout ce qui peut nous freiner inutilement.

« Chacun apportera ses richesses au poteau central »

La femme kanak, que la coutume contraint, trouve sa place grâce à l'action politique et à la parité...

Joseph Goromido. Notre volonté politique consiste effectivement à dépasser la coutume, avec une parité parfaite au niveau de la commune, que nous tâchons d'étendre à l'ensemble du monde économique, du fait de la présence de l'usine du Nord. Aujourd'hui, les femmes sont aussi bien conductrices d'engins que responsables de secteur. Elles ne sont pas encore présentes dans les institutions coutumières : ce travail, qui ne se fera pas du jour au lendemain, reviendra à la jeunesse...

Comment accepter qu'une femme vous dirige dans le domaine politique, alors qu'elle n'a pas sa place à table au moment du repas ?

J. G. Le problème est réglé au niveau politique : des femmes sont maires, d'autres deviendront députées. La coutume suivra. Aujourd'hui, nous nous dédoublons. Je suis maire mais j'accompagne mon clan dans les devoirs coutumiers. Une femme est sur le devant de la scène tout en reprenant sa place, moins en vue, dans la coutume : une femme, pour le moment, ne peut devenir chef, sauf à survivre seule à son clan disparu...

En quoi ce dédoublement est-il une richesse et non une marque de schizophrénie ?

J. G. C'est une richesse qui permet de garder les fondements de la société mélanésienne avec sa conception du monde et de la vie. À mesure que la modernité apporte des éléments nouveaux, ils se superposent aux mythes fondamentaux pour finir par s'y intégrer. C'est donc une richesse, que certains utilisent de manière perverse pour diviser, étendre leur pouvoir, régner. Cependant, nous savons que notre identité nouvelle comprendra les Européens, les Indonésiens, ou les Vietnamiens. Nous ne voulons pas nous sectariser, mais vivre une citoyenneté nouvelle, où chacun apportera ses richesses au poteau central. Et nous pensons que la planète se retrouve dans nos valeurs, en particulier environnementales, à l'heure du développement durable et de la place des individus par rapport à la nature...

Alban Bensa. Nous aussi, en Europe, pouvons nous dédoubler, ce n'est pas propre au monde kanak. Un frère cadet dans une famille peut s'avérer dans le même temps premier magistrat de sa ville : chaque individu occupe plusieurs positions dans le champ social. C'est une erreur de vouloir réduire les gens à leur niveau scolaire, ou économique, ou à leur nombre d'électeurs.

Les Kanak ont simplement plus conscience que nous de pouvoir être multiples. Ce genre de débat nous habite : si nous apprenons la mort d'un parent alors que nous sommes en réunion, nous nous échapperons immédiatement s'il s'agit d'un parent très proche alors que nous resterons en cas de relation familiale plus éloignée...

Être kanak suppose un certain nombre d'appartenances héritées, dont certaines ne sont pas négociables. Quand on est de gauche, en France, on se détermine, encore aujourd'hui, en fonction d'appartenances.

Dans un petit pays comme la Nouvelle-Calédonie, avec un phénomène de transformation accélérée, avec la prise en charge, désormais, d'une des plus grosses usines de production de nickel au monde, on a l'impression que les Kanak sont parfois obligés de faire le grand écart. Ils le font, certes. Ils le font très bien.

Le président de la province Nord, Paul Néaoutyine, a disparu pendant un mois quand il a marié sa fille. Lorsqu'il a perdu un membre de sa famille, il s'est retiré le temps qu'il fallait : ce n'était pas négociable. Les individus, au lieu d'être monolithique, sont composites et pluriels. Il ne faut pas pour autant idéaliser : certains le vivent bien tandis que d'autres souffrent de cette tension, surtout s'ils sont restés longtemps en métropole au point de perdre leurs repères. N'allons pas jusqu'à parler de schizophrénie pour des gens qui sont multiples. C'est lorsqu'ils ne le sont pas, lorsqu'ils sont définis par un mono objet souvent absurde comme on le constate avec les intégrismes religieux, que les humains se révèlent dangereux !

En Nouvelle-Calédonie, il y a toujours une porte ouverte pour la discussion et la négociation. Il ne faut pas qu'oublie ce point précieux les négociateurs d'en face – qu'il s'agisse de l'État français ou des « loyalistes »...

Tjibaou et Rocard étaient parvenus à un point d'accord que beaucoup d'amis solidaires du peuple kanak en France ne comprenaient pas : ils voulaient aller plus loin mais c'était impossible dans le rapport de force d'alors. Et Jean-Marie Tjibaou l'avait pressenti en leur lançant : « *Vous me voulez mort plutôt que vivant !* »

Joseph Goromido parlait des mots à facettes, au sens parfois large et flou : il n'y a pas plus politique que le peuple kanak ! Ne serait-il pas à son aise avec ces négociations entre différents clans, ou plutôt courants, propres au parti socialiste ?...

J. G. À son aise, je ne sais pas. Mais chez nous, lorsque je fais un discours, chacun peut s'identifier tout en ayant son mot à recevoir et à dire. Il nous faut pouvoir épouser et accompagner ce qu'exprime l'autre. Ainsi se résorbent les contradictions, sans la rigidité du $1+1=2$. Ce peut être $1+1=1$, ou $1+1=3$. Cela permet de trouver et d'inventer des solutions nouvelles. C'est tout le sens des accords de Nouméa, trouvaille politique

devenue casse-tête juridique : comment rendre clair et net ce mouvement incertain ? Qu'advient-il ? La pleine souveraineté ? La souveraineté en partenariat avec la France ? Il y a plusieurs hypothèses, la discussion demeure constante...

A. B. Ne pas commettre l'irréparable, ne pas casser le lien, laisser place à l'entente voire à la réconciliation et au pardon. Une fois les violences terminées, tous ces gens se retrouvent : avec des Français mais aussi avec des auxiliaires kanak de la domination coloniale. Il faut des solutions, on ne peut pas éliminer l'autre. C'est ainsi que j'entends l'aptitude à la politique dans le monde kanak, que nous retrouvons dans certaines sociétés africaines.

Cela va parfois très loin, puisqu'il peut arriver que le clan des agressés présente des excuses au clan des agresseurs : vous nous avez fait violence, mais peut-être que nous vous avons offensés, peut-être étions-nous responsables de l'incompréhension survenue entre nous...

Au point qu'au tribunal, tous les magistrats vous le confirmeront, jamais un Kanak ne touchera les dommages et intérêts que lui reconnaît la justice pour un préjudice subi : impensable de retirer de l'argent d'un statut de victime.

« Il faut accepter d'être un autre »

La France, qui a perdu le sens du grand large, ne pourrait-elle pas bénéficier de l'inspiration kanak dans un monde globalisé ?

Joseph Goromido. C'est déjà ce qui se passe avec l'accord gagnant-gagnant de Nouméa, dans une logique océanienne permettant une décolonisation réussie – une première en France. Avec modestie, j'ose dire que notre philosophie a prévalu : il est intéressant de constater ce que peuvent apporter de petits peuples nantis de grandes richesses...

Mais je reconnais volontiers que nous avons d'autres sources d'inspiration, comme Mandela.

Alban Bensa. J'ai rompu, grâce aux Kanak, avec l'indigénisme naïf dont peuvent être parfois suspectés les anthropologues : les Kanak ne sont pas tous gentils et les Blancs ne sont pas tous méchants, cela n'a aucun sens. Le monde kanak, dans son expérience violente d'une colonisation avec une quasi-disparition de son peuple puis une reconstruction au fil des décennies, ce monde a quelque chose à nous dire : il pratique sans relâche une attention soutenue à l'autre, qui n'est jamais enfermé dans une seule définition. Une personne est toujours riche de relations, y compris de relations qu'on ne connaît pas et qu'on peut réveiller à tout moment.

Dans le processus actuel de mondialisation, des individus se recentrent souvent, mais sans base, sans définition, jusqu'à devenir des électrons libres qui s'affrontent. La force du monde kanak, c'est d'avoir, dans cet univers mondial, un héritage, des habitudes, des langues, des relations – pas besoin de mobiliser la notion de culture ou de civilisation. On peut défendre des traditions sans être réactionnaire : je pense, pour la France, à la défense de l'école républicaine – nous en avons bénéficié, nous voulons qu'il en soit de même pour nos enfants et nous refusons l'explosion d'un tel modèle au prétexte d'une prétendue autonomie des sujets.

Vous avez employé différents mots (héritage, habitudes, traditions...) en évitant le mot « racines », en grande partie piégé puisqu'il mène à la dénonciation des « déracinés »...

A. B. Nous sommes situés dans des générations, c'est un héritage qui nous détermine, à condition de le réactiver dans sa multiplicité. Ce que je n'aime pas dans le mot racine, c'est l'idée de dire : j'agis ainsi parce que je suis kanak ou breton. Une telle essentialisation me paraît absurde. On se réfère alors à la culture d'autrui pour ne pas le comprendre : ah ! il arrive en retard, c'est bien un Corse (ou *a fortiori* un Kanak n'ayant pas le même rapport au temps) !

L'héritage est historique, retravaillé – ou non – dans les familles, avec une profondeur générationnelle qui nous inscrit dans une temporalité. Non pas une temporalité très longue qui me rattacherait à je ne sais quels Celtes, mais une temporalité remontant, pour moi qui suis né en 1948, au XX^e siècle et même à 1870, si je me souviens des souvenirs de ma grand-mère, qui les tenait elle-même de sa propre grand-mère...

Je me situe donc dans l'histoire de la III^e République, puis de la IV^e et de la V^e. Cela constitue un capital, que je réinvestis de façon critique – c'est là que les historiens nous sont extrêmement utiles. Un héritage est fait pour être entretenu, vivifié, mais aussi critiqué.

Dans le monde kanak, j'ai recueilli des mythes n'ayant pas une version unique. Il en existe plusieurs. C'est une société du consensus interpersonnel, mais en rien une société où il n'y aurait qu'une seule histoire, une seule version. C'est un univers segmentaire, avec différents points de vue, sans État qui crée une histoire exclusive à son profit.

Tout cela m'a placé en rupture avec une certaine anthropologie, qui met en avant une culture à même de transcender et d'englober les individus, jusqu'à devenir assignation : le Breton, le Kanak, etc. Si bien que j'en suis arrivé à militer pour une notion sur laquelle on travaille aux États-Unis, celle du [« going native »](#)...

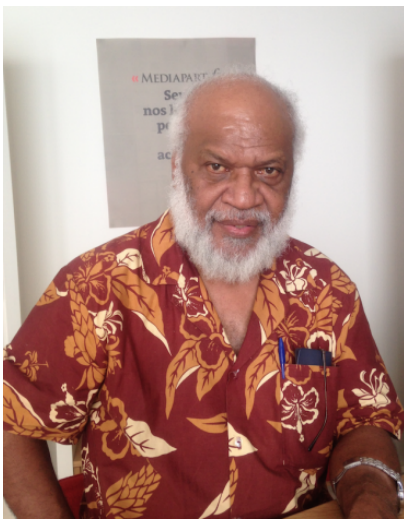
Entre l'acclimatation et la conversion à une société autre...

A. B. Je suis désormais aussi un peu kanak : ils m'ont offert cette possibilité, *via* le père de Joseph Goromido, Antoine Goromido. Aujourd'hui, Joseph m'appelle papa. Une part de mon histoire, très forte, traverse la leur. J'ai été accueilli. Il faut accepter d'être un autre.

J. G. Nous tentons de le traduire dans les faits, collectivement, au sein de la commune de Koné : nous essayons de mettre en place une ville océanienne, où chaque communauté a sa place, que ce soit ceux qui sont là depuis toujours, où qui sont ici depuis 160 ans, ou qui arrivent aujourd'hui du fait de l'usine nouvellement implantée.

Qu'est-ce qui vous permet de résister à l'extraordinaire appel corrupteur d'un tête-à-tête avec une multinationale, dans des parages si riches en nickel ?

J. G. C'est très difficile, nous sommes dominés et pervertis par l'argent, mais nous avons la capacité de résister aujourd'hui, comme nous avons résisté hier, de manière passive et spirituelle, culturelle – en faisant émerger des danses et une littérature. Nous sommes restés nous-mêmes.



A-t-on essayé de vous corrompre ?

J. G. Il y a toujours des choses qui se passent. Il faut demeurer lucide.

Le colonialisme avait ses auxiliaires kanak, le capitalisme effréné aura les siens, non ?

J. G. Le capitalisme en trouvera toujours, effectivement. Rien n'est jamais figé, c'est un combat de tous les jours, une reformulation permanente. La résistance est fondée sur la solidarité et l'autocontrôle : le groupe rejette ceux qui s'égarerent, pour ensuite les réintégrer à nos valeurs, dans le cadre des cérémonies coutumières, des relations de parenté ; en jouant sur un savoir partagé, un arrière-pays mental considérable...